10 FR

Crise climatique et alimentaire - Marijke Colle

1. Daniel Tanuro, 2008,*Un Vrai tournant, de nouveaux dangers: le plan énergie climat de Barak Obama*
2. Oxfam, 2013 *L'impact désastreux du changement climatique sur la sécurité alimentaire mondiale*
3. V. Lénine, 6 janvier 1923, *De la coopération*
4. Daniel Tanuro, 2010 *Mobilisation pour le climat et stratégie anticapitaliste*

ECOSOCIALIST SCHOOL

International Institute for Research and Education - Amsterdam
24th Novembre – 15th Decembre 2013

L'impact désastreux du changement climatique sur la sécurité alimentaire mondiale

“Le changement climatique se traduira par une perte des récoltes, mais aussi par une hausse des prix des denrées alimentaires, une baisse des revenus des petits agriculteurs, des problèmes de santé...”
Tim Gore
Porte-parole de la campagne CULTIVONS
Publié le : 24 Septembre 2013

Alors que le Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du Climat (GIEC) s’est ouvert lundi 23 septembre, à Stockholm, les travaux en vue de la publication de son dernier rapport sur le changement climatique, Oxfam publie une nouvelle étude – Un bouleversement croissant – qui montre les impacts dévastateurs du changement climatique sur la sécurité alimentaire des pays en développement.

A l’heure où une personne sur huit souffre de la faim dans le monde et où la demande alimentaire mondiale ne cesse de s’accroître, le rapport indique que l’impact du changement climatique ne se limitera pas à la production agricole. Il est susceptible d’entraîner une baisse de la qualité des denrées alimentaires, de dégrader la santé des agriculteurs, de participer à l’augmentation le prix des denrées alimentaires, et de déstabiliser les revenus tirés de l’activité agricole.

Selon Oxfam, le prix moyen des aliments de base va probablement plus que doubler dans les 20 prochaines années par rapport à ceux de 2010. La moitié de cette augmentation sera provoquée par le changement climatique. Les populations les plus pauvres, qui consacrent jusqu’à 75% de leur budget à la nourriture, seront directement impactées.

« S’il est de plus en plus évident que l’homme est responsable du changement climatique, nous sommes également de mieux en mieux informés de la façon dont les gens sont impactés, en particulier concernant l’accès à la nourriture. Nous savons depuis longtemps que le changement climatique se traduira par une perte des récoltes. Mais il entraînera aussi une hausse des prix des denrées alimentaires, une baisse des revenus des petits agriculteurs, des problèmes de santé et des aliments de qualité inférieure », explique Tim Gore, porte-parole de la campagne CULTIVONS d’Oxfam.

Le rapport dresse notamment un bilan des effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire et prévoit qu’ils vont s’aggraver et devenir plus fréquents tant dans les zones urbaines que dans les zones rurales :

- **En 2012, le Midwest américain a connu la pire sécheresse en 50 ans**, ce qui a réduit la récolte de maïs attendue de 25% et participé à l’augmentation à des prix du maïs dans le monde, en hausse de près de 40% ;
- **Au-delà d’un réchauffement global de 2 degrés, la production agricole de l’Afrique subsaharienne** pourrait décroître de 20% à 30% d’ici à 2080. Ces chiffres pourraient atteindre 50% au Soudan et au Sénégal ;
- **Une étude récente indique que les effets du changement climatique avaient largement accentué la sécheresse de 2011 en Afrique de l’Est**, qui a touché plus de 13 millions de personnes et causé la famine somalienne ;
- **Au Pakistan, les inondations dévastatrices de 2010 ont détruit plus de 570 000 hectares de**

terres cultivées dans le Pendjab et touché plus de 20 millions de personnes. 80% des réserves alimentaires ont été perdues. Ces inondations ont entrainé la destruction de cultures et la noyade d'animaux, avec pour conséquences que non seulement les gens n'avaient plus de quoi se nourrir, mais également qu'ils n'avaient plus rien à échanger pour acheter de la nourriture lorsque cela est redevenu possible. Ces inondations ont entrainé une énorme réduction, à hauteur de 75%, du revenu des ménages touchés.

« Nous voulons un monde dans lequel chacun bénéficie du droit à une alimentation suffisamment nutritive et abordable. Nous ne pouvons pas laisser le changement climatique nous dévier de cet objectif », conclut Tim Gore.

« Les dirigeants réunis cette semaine autour du GIEC doivent se rappeler qu'un monde qui se réchauffe est un monde qui affame les gens. Les gouvernements doivent agir rapidement afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et financer la construction d'un système alimentaire durable. »

- See more at: http://www.oxfam.org/fr/cultivons/pressroom/pressrelease/2013-09-24/impact-desastreux-changement-climatique-securite-alimentaire#sthash.wDfzkZQz.dpuf

[Europe Solidaire Sans Frontières] - http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article11997
Français > International > Amériques Nord et Sud > Etats-Unis

Un vrai tournant, de nouveaux dangers : le plan énergie climat de Barack Obama

TANURO Daniel
10 novembre 2008

Le domaine énergie-climat est de ceux où la politique de Barack Obama pourrait se distinguer le plus radicalement de celle de George W. Bush. Sous la houlette du nouveau Président, en effet, les Etats-Unis devraient adopter rapidement un plan de réduction obligatoire des émissions de gaz à effet de serre, investir massivement dans les énergies renouvelables et jouer un rôle actif dans la négociation d'un nouveau traité international pour prendre le relais de Kyoto, en 2013. Le tournant est indéniable. Il convient de l'acter mais aussi d'en mesurer les limites... et les dangers.

[ATTENTION : l'auteur a introduit une correction par rapport à la version initiale de cet article. Voir la note (5) et l'erratum en fin de document.]

Sommaire

Depuis qu'elle a claqué la porte du Protocole de Kyoto, l'administration Bush refuse tout échéancier de réduction obligatoire des émissions de gaz à effet de serre. En contrepoint, elle plaide pour des engagements volontaires des entreprises et une politique de soutien à l'innovation technologique. Le moins qu'on puisse dire est que cette orientation n'a pas produit les effets escomptés : de 1993 à 2005, les émissions de CO_2 du secteur énergétique étatsunien ont augmenté de plus de 15%. Obama renverse la vapeur en promettant une loi dont l'objectif serait de réduire les émissions de 80% en 2050, par rapport à 1990. Pour ce faire, son programme prévoit un système d'échange plafonné de droits d'émission (« cap-and-trade »), un taux annuel de réduction obligatoire, la mise en œuvre accélérée de technologies « propres », un investissement massif dans la recherche-développement et une série de mesures en faveur de l'efficience énergétique, notamment.

Objectif : restaurer le leadership des USA

Il convient de noter que le point de départ d'Obama n'est pas le sauvetage du climat mais la sauvegarde

du leadership mondial des Etats-Unis, en particulier dans le domaine stratégique de l'énergie. « Le plan de Barack Obama pour faire de l'Amérique un leader énergétique mondial » : tel est le titre chapitre énergie-climat dans le programme du nouveau Président [1]. Obama reproche à Bush d'avoir accru la dépendance des USA par rapport au pétrole, donc par rapport aux pays producteurs et à leur régimes hostiles, et d'avoir investi l'armée US massivement en Irak plutôt qu'en Afghanistan. La politique de Bush, selon lui, a fourvoyé les USA dans une impasse où ils se sont affaiblis face à l'Union Européenne et à la Chine, tout en perdant le contrôle absolu sur leur arrière-cour en Amérique latine. Obama incarne ainsi le projet d'une réorientation géostratégique globale visant à rétablir l'hégémonie de l'empire dans un contexte de concurrence aiguisée entre puissances impérialistes et nouvelles puissances capitalistes montantes. Son programme énergie-climat doit être analysé dans ce cadre.

Ce lien entre climat et géostratégie apparaît clairement dans la manière dont Obama se positionne à l'égard des grands pays émergents. Pour rappel, le refus d'un contingentement obligatoire des émissions n'était pas le seul motif d'opposition de Bush au Protocole de Kyoto. Une deuxième raison était que le Protocole n'impose aucune limitation des émissions au club des cinq -Chine, Inde, Brésil, Mexique, Afrique du Sud. Sur ce point, le sénateur de l'Illinois est stratégiquement d'accord avec son prédécesseur, mais s'en démarque sur la tactique à suivre : selon lui, en refusant tout contingentement domestique, Bush aurait fait le jeu de l'Inde et de la Chine, sans compter que l'UE a profité du retrait US pour s'installer au poste de leader climatique (et prendre de l'avance sur le marché des renouvelables). A cet égard, il est significatif qu'Obama n'envisage pas de suivre l'exemple de l'Australie, qui a ratifié Kyoto à Bali, en décembre 2007 : son projet n'est pas de rentrer dans le rang mais de prendre les rênes de la négociation d'un nouvel accord climatique post-Kyoto, afin que cet accord corresponde aux intérêts du capitalisme américain.

Prendre les rênes, mais comment ? Vu le discrédit climatique des USA, évident lors de la Conférence de Bali, le tournant doit être radical et spectaculaire. C'est une condition de succès. Le temps presse : les événements vont s'enchaîner très rapidement jusqu'à la conférence de Copenhague, en décembre 2009. Il est donc indispensable que Washington commence par adopter unilatéralement son propre plan de lutte contre le réchauffement, et il faut que ce plan soit contraignant et ambitieux. C'est le prix à payer pour aborder les deux étapes suivantes : 1°) reprendre la main à l'Europe et 2°) former un front avec l'UE pour imposer aux pays émergents un deal favorable aux multinationales du Nord. L'UE rechignera mais elle ne peut que s'inscrire dans cette perspective : elle aussi veut imposer des contraintes aux grands pays émergents, mais ne peut le faire sans Washington.

Réduction d'émission : la montagne des 80% accouche d'une souris

Voyons maintenant le contenu du plan proprement dit. Selon le quatrième rapport du GIEC, les pays développés, pris globalement, doivent réduire leurs émissions de 80 à 95% d'ici 2050 (par rapport à 1990) [2]. Cet effort herculéen est nécessaire pour ne pas trop dépasser 2°C de hausse par rapport à la période pré-industrielle, tout en respectant le principe des « responsabilités communes mais différenciées » entre pays du Nord et du Sud. A première vue, l'objectif d'Obama est tout juste en conformité avec cette recommandation des scientifiques. A ceci près que, un Américain moyen consommant annuellement à peu près deux fois plus de combustibles fossiles qu'un Européen – pour un niveau de vie à peine supérieur – il faudrait que les autres pays du Nord acceptent de faire un effort de réduction proportionnellement plus important que celui des Etats-Unis pour que le monde développé dans son ensemble atteigne l'objectif minimum fixé par le GIEC [3]. On peut donc s'attendre à quelques jolies empoignades intercapitalistes. Elles donneront de précieuses indications sur les rapports de forces.

Une autre remarque, beaucoup plus importante, concerne les étapes intermédiaires. Selon le GIEC, il

est hors de question que les pays riches attendent 2030 ou 2040 pour commencer à diminuer leurs émissions : il doivent s'y mettre tout de suite et atteindre un premier palier de 25 à 40% de réduction en 2020, par rapport à 1990. Or, le programme énergie-climat d'Obama est loin de satisfaire à cette condition : d'ici 2020, il a seulement pour but de ramener les émissions étatsuniennes à leur niveau de 1990. Pour prendre la mesure de l'affaire, on rappellera que les Etats-Unis, s'ils avaient ratifié le Protocole Peanuts de Kyoto, auraient dû ramener leurs émissions 5% sous le niveau de 1990... entre 2008 et 2012. Obama, ici ne prend guère de risques : quand bien même il occuperait la Maison-Blanche durant deux mandats, le gros du boulot serait pour ses successeurs, après 2020. Demain, on rase gratis...

Pour piloter la transition vers 2050, le nouveau Président opte pour un système d'échange de droits d'émission, à l'instar de celui qui fonctionne en Europe depuis 2005. Son programme va même plus loin que le « paquet énergie-climat » de la Commission européenne pour 2012-2020 : il prévoit la vente aux enchères de tous les droits. Une partie des rentrées de cette vente servirait à financer le développement et le déploiement des énergies propres, à investir dans l'efficience énergétique et à faire face aux coûts de la transition. Des coûts qui incluent notamment l'assistance aux bas revenus confrontés à la hausse du prix de l'énergie (différents mécanismes sont prévus, tels que le renforcement du système de primes à l'isolation des maisons et la création d'un fonds spécial pour que les plus pauvres puissent payer leurs factures d'électricité et d'énergie).

Dans le contexte de la récession économique, il est douteux qu'Obama tienne cette promesse de mise aux enchères intégrale des droits. L'expérience européenne est instructive à cet égard. On se souvient que la Commission, en 2005, commença par distribuer les droits gratuitement et par en distribuer trop, ce qui permit aux électriciens, entre autres, d'empocher d'énormes surprofits (voire de reporter sur les factures aux consommateurs le prix de marché des droits reçus gratuitement !). Dans le cadre du « paquet énergie climat « , Bruxelles, en janvier dernier, proposait une vente aux enchères intégrale dans le secteur de la production électrique et le maintien d'une distribution gratuite (ou partiellement gratuite) dans les secteurs les plus exposés à la concurrence internationale (sans préciser lesquels). Depuis lors, les places boursières ont connu quelques soucis et une série d'Etats membres, criant au crime de lèse-compétitivité, menacent de torpiller le paquet énergie-climat. Que fera l'UE au moment de la décision, d'ici décembre ? Il est probable qu'elle maintiendra le cap sur les 20% de réduction des émissions en 2020. C'est une question de crédibilité, surtout maintenant que son leadership climatique est menacé par les USA. Mais on peut parier qu'elle lâchera du lest sur la vente des droits... et que le patronat US mettra Obama sous une très forte pression pour qu'il fasse de même [4]. Dans ce cas, il manquera d'argent pour appliquer le plan. On y reviendra en conclusion.

Les tours de passe du cap-and-trade

Pour apprécier l'effort de réduction des émissions promis par Obama, on ne peut se contenter de citer les objectifs à l'horizon 2020 et 2050 : il faut savoir dans quelle mesure ces objectifs seront atteints par des mesures structurelles sur le territoire des Etats-Unis. Pour comprendre ce point, il faut rappeler que le Protocole de Kyoto (1997) permet de remplacer des réductions d'émissions au Nord par des investissements « propres » au Sud, d'une part, et de remplacer des réductions d'émissions par des plantations d'arbres - autrement dit par des absorptions de carbone atmosphérique - d'autre part. Ces deux dispositifs sont extrêmement critiquables. Baptisé pompeusement « Mécanisme de Développement Propre » (MDP) [5], le premier a été étudié en détails par des chercheurs de la Stanford University qui ont montré que plus de 50% des crédits de carbone échangés dans le cadre du MDP ne correspondent à aucune réduction réelle des émissions ! Quant au second dispositif, il est contesté pour son imprécision (la quantité de carbone absorbée par les arbres varie en fonction de nombreux paramètres, et le réchauffement risque de transformer les puits de carbone en sources) ainsi que pour

son caractère non structurel (quand les arbres sont récoltés et que le bois est brûlé, le carbone retourne dans l'atmosphère), notamment.

MDP et puits de carbone sont de pseudo-solutions. Cependant, au plus les gouvernements et le monde des affaires sont obligés d'admettre la réalité et le danger du réchauffement, au plus ils s'orientent vers ces pseudo- solutions, et au plus ils font pression pour pouvoir y recourir sans entraves. Barack Obama ne dit pas quelle proportion de l'effort américain de réduction serait remplacée par des achats compensatoires de crédits. Son programme se contente d'affirmer que « les émetteurs US soumis à des obligations dans le cadre de l'échange de droits seront autorisés à compenser certaines de leurs émissions en investissant dans des projets énergétiques à bas carbone dans le monde en développement ». S'agissant des puits de carbone, il évoque le développement d'incitants récompensant les propriétaires forestiers, les fermiers et les propriétaires de ranchs qui plantent des arbres, restaurent des prairies ou adoptent des pratiques culturales permettant de capturer le dioxyde de carbone atmosphérique. Aucune estimation chiffrée n'est fournie.

Dingell-Boucher : pas de réduction « domestique » avant 2029 !

On peut cependant approcher les possibles concrétisations de ces principes en examinant un projet présenté tout récemment au Congrès étasunien par John Dingell et Rick Boucher [6]. Dingell et Boucher, deux amis démocrates de Barack Obama (le premier est du Michigan, comme lui) sont respectivement président du comité sur l'énergie et le commerce de la Chambre des représentants, et président du sous-comité sur l'énergie et la qualité de l'air. Nombreux sont les observateurs estimant que leur texte a beaucoup de chances de servir de base à la future loi sur le sauvetage du climat. Or, que dit-il, ce texte ? Que les entreprises pourront remplir une partie de leurs engagements en achetant des crédits de carbone générés par des projets domestiques ou internationaux, et que leur quota de crédits augmentera au fur et à mesure que le plafond des émissions autorisées diminuera : de 5% de l'obligation de réduction durant les cinq première années, le quota montera progressivement jusqu'à 35% en 2024 et au-delà.

Que voilà un système ingénieux : au plus les contraintes climatiques augmentent, au plus on ouvre aux entreprises la possibilité de se soustraire à l'obligation de réduire les émissions. Il suffisait d'y penser. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : si on met la progression des quotas de crédits de carbone en rapport avec la progression prévue des réductions globales d'émission dans la proposition Dingell-Boucher, (6% en 2020, 44% en 2030 et 80% en 2050, par rapport à 2005), que constate-t-on ? Qu'une entreprise qui profiterait au maximum de la possibilité d'acheter des crédits pourrait reporter jusqu'en... 2029 l'obligation de ramener ses propres émissions au-dessous de leur niveau de 2005 [7]. Il est évident que beaucoup d'entreprises choisiront cette solution, pour la simple raison que les crédits de carbone provenant du MDP ou des puits forestiers coûtent beaucoup moins cher que les investissements à réaliser pour diminuer les rejets de CO_2. Et puis, d'ici 2029, beaucoup d'eau coulera sous les ponts du Potomac. Si Obama s'inspire effectivement du projet de loi de ses camarades, les patrons US n'auront pas vraiment le couteau climatique sur la gorge.

Vive le charbon... « propre » ?

Voyons maintenant les technologies « propres » que Barack Obama se propose de déployer. Le nouveau Président a quatre priorités : le « charbon propre », les agrocarburants, le nucléaire et la « voiture propre ». Cette énumération devrait suffire à vacciner contre l'obamania tous ceux qui ont un minimum de conscience sociale et écologique. Ce n'est malheureusement pas le cas : à l'instar de la social-démocratie, les partis verts européens dansent en jetant des pétales de rose sur le chemin triomphal qui mène Obama à la Maison Blanche. On fera donc quelques commentaires, en se centrant sur le charbon propre et les agrocarburants.

Fondamentalement, le « charbon propre » n'existe pas, ni pour les mineurs, ni pour les populations autour des mines, ni pour l'environnement en général. L'expression réfère à la technique dite de capture et de séquestration du carbone (CSC). Elle consiste à extraire le CO_2 des fumées à la sortie d'installations industrielles grosses émettrices (centrales électriques, cimenteries, usines sidérurgiques) et à le mettre dans un état intermédiaire entre l'état solide et l'état gazeux (« état supercritique ») avant de l'injecter à grande profondeur dans des couches géologiques imperméables. Ce mode de stockage du CO_2 est déjà pratiqué à une échelle industrielle en Mer du Nord, par l'entreprise norvégienne Statoil [8], mais c'est une exception. La CSC semble encore loin d'être opérationnelle.

On peut discuter du système lui-même. Il va de soi que la CSC ne constitue pas une réponse structurelle au changement climatique : même énorme, la capacité de stockage géologique est forcément finie, et le risque de fuite du CO_2 ne peut être écarté. Cependant, selon nous, on pourrait éventuellement avoir recours à la CSC (comme à d'autres mesures non structurelles d'ailleurs) dans le cadre d'un plan de transition vers une économie sans combustibles fossiles. Pour peu qu'elle donne les garanties indispensables en termes d'étanchéité des réservoirs et d'impact écologique, la CSC pourrait aider à contrer la menace d'une nouvelle vague de construction de centrales nucléaires, tout en permettant de planifier la reconversion avec maintien des acquis sociaux des millions de travailleurs dont l'existence dépend de l'extraction de la houille.

C'est un débat, et l'opinion défendue ici est contestée par d'autres environnementalistes. Mais ce n'est pas de ce débat qu'il s'agit avec Barack Obama. Ce que le Président élu envisage, en effet, n'est pas une transition mais une nouvelle ère charbonnière. « Le charbon est notre source d'énergie la plus abondante et c'est une composante décisive du développement économique de l'Inde, de la Chine et d'autres économies en croissance », écrit-il dans son programme. La suite du texte est explicite : « Obama pense que la lutte impérative contre le changement climatique exige que nous évitions une nouvelle vague de construction de centrales au charbon conventionnelles aux USA et que nous oeuvrions de façon agressive à transférer les technologies charbonnières à bas carbone dans le monde entier ». Il s'agit donc bien de nouvelles mines et de nouvelles centrales électriques au charbon (30 ans de fonctionnement minimum), aux Etats-Unis et dans le monde entier !

On retrouve ici la remarque fait au début de cet article. L'objectif d'Obama n'est pas avant tout climatique mais géostratégique : il veut réduire la dépendance par rapport au pétrole importé et faire des Etats-Unis le leader énergétique mondial, afin de restaurer l'hégémonie de l'empire. Concernant le charbon, le calcul est habile. Premièrement, les réserves prouvées de houille correspondent à trois cents ans de consommation au rythme actuel, la plus grande partie de ces réserves est située aux USA et le charbon est un produit d'exportation majeur de l'économie américaine (probablement 45% d'augmentation en 2008) [9]. Deuxièmement, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud disposent également de gisements très importants qu'elles craignent de ne pas pouvoir continuer à utiliser librement - pour la simple raison que le charbon, pour un même rendement énergétique, produit deux fois plus de CO_2 que le gaz naturel. En leur vendant la technologie CSC, les USA pourraient résoudre ce problème et gagner des alliés dans la négociation climatique. Troisièmement, le « charbon propre » ouvrirait au capital étatsunien un vaste champ d'investissements à l'étranger. Outre que ces exportations de capitaux contribueraient à une mainmise impérialiste accrue, elles permettraient en plus de générer les précieux crédits de carbone bon marché dont les entreprises US auront besoin pour continuer à polluer jusqu'en 2029 et au-delà.

Vive les agrocarburants... écologiques ?

Mutatis mutandis, le calcul d'Obama sur le charbon est dans la continuité de la création par George W.

Bush de l'Alliance Asie Pacifique pour le climat regroupant les USA, l'Australie, l'Inde et la Chine, notamment. Une continuité analogue apparaît dans le domaine des agrocarburants. En tant que sénateur de l'Illinois - le troisième Etat américain producteur d'éthanol de maïs - Obama s'est engagé très loin dans le soutien à cette filière industrielle néfaste, qui a connu un boom grâce aux incitants généreusement offerts par l'administration. Lorsque G.W. Bush a annoncé sa décision de porter de 5 à 36 milliards de gallons la quantité d'éthanol adjointe obligatoirement à l'essence en 2022, la planète a retenti de protestations au nom de la lutte contre la faim, de la stabilité des prix des produits alimentaires et de l'écologie. Rien de tel face à Obama. Le nouveau Président promet pourtant de faire encore plus fort que l'ancien : son programme prévoit de porter le quota d'éthanol dans l'essence à 60 milliards de gallons en 2030 - presque le double [10]. « L'éthanol de maïs est le plus plus grand succès en matière de combustible alternatif disponible dans le commerce », dit-il. Et d'enchaîner, non sans une certaine démagogie : « Nous devrions combattre les efforts des grandes compagnies pétrolières et de l'agrobusiness visant à miner cette industrie naissante ».

Face aux « préoccupations réelles » soulevées par la conversion de jachères en cultures de maïs énergétique (emploi de pesticides, pompage des ressources en eau, hausse des prix alimentaires), Obama se fait fort de développer les agrocarburants de seconde génération, autrement dit la production d'éthanol à partir de cellulose - et non à partir de sucre. La technologie nécessaire à cette production est quasiment mâture et des machines géantes ont été mises au point pour « moissonner » les jeunes arbres à croissance rapide qui fourniraient la matière première. Alleluia ? Non. En soi, les agrocarburants de seconde génération ne permettent pas d'éliminer le conflit entre les filières alimentaires et énergétiques de l'agriculture. Pour cela, il faudrait interdire que des terres agricoles soient affectées à la plantation d'arbres à croissance rapide, et maintenir cette interdiction même si l'éthanol cellulosique rapporte dix fois plus que les cultures alimentaires. A supposer que le marché admette de telles entraves à la chasse au profit, il reste que la conversion de jachères et de terres dégradées en taillis industriels pour la production d'éthanol cellulosique promet d'avoir un impact écologique très lourd, notamment en termes de biodiversité (monocultures avec usage de pesticides).

Qui va payer ?

A travers sa campagne et son plan énergie-climat, Barack Obama fait miroiter l'idée que la lutte pour le leadership mondial et pour l'indépendance énergétique des Etats-Unis créera des emplois. Selon lui, l'investissement en dix ans de 150 milliards de dollars de fonds publics dans le développement et le déploiement des énergies propres ainsi que dans l'amélioration de l'efficience énergétique (objectif : + 50% en 2030) permettrait de créer 5 millions d'emplois. Des emplois pour les travailleurs américains qui sont « les meilleurs du monde ». Des emplois qui « ne partiront pas dans d'autres pays ». Des emplois dans la construction en Amérique de voitures propres américaines roulant avec du pétrole et de l'éthanol américains, dont la vente sera boostée par des crédits d'impôts aux contribuables américains. Les accents protectionnistes, populaires, voire populistes, sont très présents dans ce discours. Obama a ainsi promis de taxer les surprofits que les compagnies pétrolières ont empoché en bénéficiant des effets d'aubaine (windfall profits), et de distribuer la somme collectée afin que chaque famille reçoive 1000 dollars pour payer ses factures énergétiques...

Petit problème : ce programme a été conçu avant le maelström boursier. D'où viendront les 150 milliards de dollars de subsides aux énergies propres, sachant que 700 milliards de dollars ont été engloutis dans le sauvetage de Wall Street et que les rentrées fiscales diminuent avec la récession ? D'où viendra l'argent pour augmenter les primes à l'isolation des maisons des personnes à bas revenus ? Obama veut que 10% de l'électricité consommée en 2012 aux Etats-Unis provienne de sources renouvelables... plus chères, le surcoût sera reporté sur les factures aux usagers. Qui alimentera le fonds spécial destiné à limiter la hausse des factures d'électricité pour les plus défavorisés, si les

patrons refusent la vente aux enchères des droits d'émission ? Et comment les travailleurs américains réagiront-ils si les ambitieux objectifs en matière d'agrocarburants provoquent une flambée des prix des produits alimentaires de base ? L'équipe Obama compte-t-elle contourner ces difficultés en creusant encore plus l'énorme déficit du budget américain ? Ne serait-ce pas créer une nouvelle dépendance par rapport à des régimes hostiles ?

Il est trop tôt pour répondre en détail à chacune de ces questions. Mais le précédent européen permet de dégager une grande leçon : la politique énergétique et climatique capitaliste, avec ses primes et ses incitants, son marché des droits et des crédits, ses feed-in tariffs, ses certificats verts et ses taxes, est au centre de l'offensive d'ensemble contre le monde du travail et contre les pauvres. Au plus les gouvernements capitalistes seront convaincus de faire quelque chose pour sauver le climat, au plus leur politique climatique creusera les inégalités sociales. Au plus ils seront capables de s'unir, au plus ils tenteront d'imposer des solutions injustes aux pays pauvres, et aux pauvres dans les pays pauvres. Voilà le danger qui pointe aujourd'hui.

La victoire d'Obama marque un vrai tournant dans la politique énergétique et climatique des Etats-Unis. On ne peut que se réjouir de la défaite d'un MacCain qui - bien que ses propositions n'étaient pas si éloignées de celles de son rival - avait choisi pour colistière une négationniste climatique à peine voilée : Sarah Palin. Mais les travailleurs américains et les peuples du monde ne tarderont pas à constater que ce tournant se fera sur leur dos. Pour s'y opposer, il ne suffira pas de dire « non » : il faudra mettre en avant une autre politique climatique et énergétique, anticapitaliste et internationaliste. Une politique écosocialiste.

[1] « Barack Obama's Plan to Make America a Global Energy Leader », consultable sur le site BarackObama.com

[2] Contribution du Groupe de travail III au rapport 2004 du GIEC, page 776

[3] 8 tep/personne/an, contre 4,5 tep environ dans l'Union Européenne.

[4] « Obama'sEnergy Plan May be Curbed But Not Halted », Reuters, 6/11/2008, http://www.planetark.org/avantgo/da...

[5] Une erreur s'était glissée à cet endroit dans la version initiale de cet article, attribuant la paternité du Mécanisme de Développement propre à la Convention Cadre des Nations Unies (1992). Or, il a été institué par le Protocole de Kyoto (1997). La Convention, en son article 4, dit seulement que, dans leurs efforts de réduction, les Parties inscrites à l'Annexe 1 (pays développés et en transition) pourront agir individuellement ou conjointement. Cependant, cette Convention posait déjà le principe de l'équivalence entre la réduction des émissions et l'augmentation de l'absorption par les « puits ».

[6] House Committee on Energy and Commerce, 202-225-2927, « Executive summary of the discussion draft », http://energycommerce.house.gov. Lire aussi le mémorandum aux membres du Comité (7 octobre 2008)

[7] « Dingell and Boucher draft climate bill : Likely no CO2 cut until near 2030 », http://climateprogress.org

[8] Le projet Sleipner permet à Statoil d'injecter un million de tonnes de CO2/an depuis 1996 dans un aquifère salin confiné, situé 800 m au-dessous du fond marin.

http://www.statoil.com/statoilcom/S...

[9] « US Coal Exports Seen as Target in Climate Fix », Reuters, 8/10/2008, http://www.planetark.org/avantgo/da...

[10] « Us Biofuels Sector Sees Ally in Obama », Reuters, 6/11/2008, http://planetark.org/avantgo/dailyn...

ERRATUM

Une erreur s'était glissée dans la version initiale notre article sur le plan énergie-climat de Barack Obama. Le Mécanisme de Développement Propre (MDP, qui permet aux entreprises du Nord de remplacer leurs réductions d'émission par l'achat de crédits de carbone provenant d'investissements propres dans les pays en développement) n'a pas été institué par la Convention Cadre des Nations Unies (1992) mais par le Protocole de Kyoto (1997). La Convention, en son article 4, dit seulement que, dans leurs efforts de réduction, les Parties inscrites à l'Annexe 1 (pays développés et en transition) pourront agir individuellement ou conjointement. Par contre, le principe de l'équivalence entre la réduction des émissions et l'augmentation de l'absorption par les « puits » est déjà posé dans la Convention.

[Europe Solidaire Sans Frontières] - http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article27544

De la coopération – « ce travail parmi les paysans a pour objectif économique la coopération. Si nous pouvions les grouper tous dans des coopératives, nous nous tiendrions des deux pieds sur le terrain socialiste »
« le régime de coopérateurs civilisés, quand les moyens de production appartiennent à la société et que le prolétariat comme classe a triomphé de la bourgeoisie, c'est le régime socialiste »
LENINE Vladimir
6 janvier 1923

I

Il me semble que nous ne prêtons pas une attention suffisante à la coopération. Je ne pense pas que tous comprennent que, depuis la Révolution d'Octobre et indépendamment de la NEP (au contraire, sous ce rapport il faut dire : précisément grâce à la NEP), la coopération acquiert chez nous une importance tout à fait exceptionnelle. Les rêves des vieux coopérateurs renferment beaucoup de chimères. Ils sont souvent ridicules parce que fantastiques. Mais en quoi le sont-ils ? En ce qu'on ne comprend pas la signification fondamentale, essentielle, de la lutte politique de la classe ouvrière pour le renversement de la domination des exploiteurs. Aujourd'hui, ce renversement s'est fait chez nous, et bien des rêves fantastiques, voire romantiques, voire vulgaires, des anciens coopérateurs deviennent une réalité dépourvue de tout artifice.

En effet, chez nous, le pouvoir d'Etat étant exercé par la classe ouvrière, et l'Etat détenant tous les moyens de production, il ne nous reste effectivement qu'à grouper la population dans des coopératives.

Lorsque la population est groupée au maximum dans les coopératives, le socialisme se réalise de lui-même, ce socialisme qui provoquait auparavant des railleries légitimes, des sourires, le dédain des gens convaincus avec juste raison de la nécessité de la lutte de classes, de la lutte pour le pouvoir politique, etc. Eh bien, tous les camarades ne se rendent pas compte de l'importance énorme, illimitée, que la coopération acquiert pour nous aujourd'hui en Russie. Par la NEP nous avons fait une concession au paysan considéré comme marchand, au principe du commerce privé ; de là, précisément (à l'encontre de ce que certains s'imaginent), la portée immense de la coopération. En somme, tout ce qu'il nous faut, sous le régime de la NEP, c'est grouper dans des coopératives des couches suffisamment larges et profondes de la population russe ; car nous avons trouvé aujourd'hui le moyen de combiner l'intérêt privé, l'intérêt commercial privé, d'une part, et son contrôle par l'Etat, d'autre part, le moyen de subordonner l'intérêt privé à l'intérêt général, ce qui autrefois était la pierre d'achoppement pour un grand nombre de socialistes. En effet, le pouvoir d'Etat sur les principaux moyens de production, le pouvoir d'Etat aux mains du prolétariat, l'alliance de ce prolétariat avec les millions de petits et tout petits paysans, la direction de la paysannerie assurée à ce prolétariat, etc., — n'est-ce pas tout ce qu'il faut pour construire à partir de la coopération, de la coopération à elle seule, que nous traitions auparavant de mercantile, et qu'à certains égards nous avons le droit de traiter aujourd'hui, sous la NEP, de la même façon, n'est-ce pas tout ce qui est nécessaire pour édifier une société socialiste intégrale ? Ce n'est pas encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant à cet effet.

Or, c'est ce que sous-estiment beaucoup de nos militants praticiens. On regarde la coopération avec dédain, on ne comprend pas l'importance exceptionnelle qu'elle a d'abord dans son principe (les moyens de production appartiennent à l'Etat), ensuite du point de vue de la transition à un nouvel état de choses par *la voie la plus simple, la plus facile, la plus accessible au paysan*.

Or, c'est là, encore une fois, l'essentiel. Imaginer toutes sortes de projets d'associations ouvrières pour construire le socialisme, est une chose ; autre chose est d'apprendre à construire ce socialisme pratiquement, de façon que tout petit paysan puisse participer à cette œuvre. C'est à ce stade que nous sommes parvenus aujourd'hui. Ceci étant, il est certain que nous en profitons très insuffisamment.

En adoptant la NEP nous avons forcé la note non pas en ce sens que nous avons réservé trop de place au principe de l'industrie et du commerce libres, mais en ce sens que nous avons oublié la coopération, que nous la sousestimons aujourd'hui, que nous avons déjà commencé à oublier la portée gigantesque de la coopération, des deux points de vue indiqués plus haut.

J'ai l'intention à présent de m'entretenir avec le lecteur de ce que l'on peut et de ce que l'on doit pratiquement accomplir tout de suite, en partant de ce principe « coopératif ». Par quels moyens peut-on et doit-on, dès maintenant, développer ce principe « coopératif », de façon que chacun se rende nettement compte de sa portée socialiste ? Du point de vue politique, il faut faire en sorte que non seulement les coopératives bénéficient, en général et toujours, de certains avantages, mais que ceux-ci soient d'ordre purement matériel (taux d'intérêt bancaire, etc.). Il faut que l'Etat avance aux coopératives des fonds dépassant au moins légèrement les crédits que nous avançons aux entreprises privées, en les portant même au niveau des crédits consentis à l'industrie lourde, etc. Un régime social ne surgit qu'avec l'appui financier d'une classe déterminée. Inutile de rappeler les centaines et les centaines de millions de roubles que coûta la naissance du capitalisme « libre ».

Aujourd'hui, nous devons comprendre et mettre en pratique cette vérité qu'au moment actuel le régime social que nous devons soutenir par-dessus tout, c'est le régime coopératif. Mais il faut le soutenir dans le vrai sens du mot ; c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de n'importe quels échanges coopératifs ; on doit entendre par là l'appui en faveur des échanges coopératifs auxquels *participent réellement les masses véritables de la population*. Accorder une prime au paysan qui prend part aux échanges coopératifs, c'est là un procédé absolument juste ; mais vérifier cette participation, voir à quel point elle est

consciente et de bon aloi, voilà le noeud de la question. Lorsqu'un coopérateur arrive dans un village pour y ouvrir une boutique coopérative, la population, à parler strictement, ne prend aucune part à cette fondation. Mais guidée par son intérêt propre, elle cherchera à s'y associer au plus vite.

Cette question offre encore un autre aspect. Du point de vue de l'Européen « civilisé » (instruit avant tout), il nous reste à faire bien peu pour que la population tout entière participe activement, et non passivement, aux opérations des coopératives. A proprement parler, il nous reste *« seulement »* à rendre notre population « civilisée » au point qu'elle comprenne tous les avantages qu'offre un ralliement généralisé aux coopératives, et qu'elle l'organise. *« Seulement »* cela. Là est toute la sagesse qu'il nous faut à présent pour passer au socialisme. Mais ce « seulement » nécessite toute une révolution, toute une époque de développement culturel de la masse populaire. Voilà pourquoi nous devons avoir pour règle de raffiner et de ratiociner le moins possible. Sous ce rapport, la NEP marque un progrès en ce sens qu'elle s'adapte au niveau du paysan le plus ordinaire, qu'elle ne lui demande rien au-delà. Mais pour obtenir, au moyen de la NEP, que l'ensemble de la population prenne part aux coopératives, il faut toute une époque historique. En mettant les choses au mieux, nous pouvons la franchir en dix ou vingt ans. Ce n'en sera pas moins une période historique particulière, et sans passer par là, sans généraliser l'instruction, sans une intelligence suffisante des affaires, sans apprendre dans une mesure suffisante à la population à se servir des livres, sans une base matérielle pour cela, sans certaines garanties, disons, contre la mauvaise récolte, la famine, etc., — sans tout cela nous n'atteindrons pas notre but. Le tout maintenant est de savoir allier cet élan révolutionnaire, cet enthousiasme révolutionnaire, — dont nous avons déjà fait preuve dans une mesure suffisante, et qui a été couronné d'un succès total, — de savoir l'allier (dirais-je) à l'habileté d'un marchand intelligent et instruit, ce qui est tout à fait suffisant pour faire un bon coopérateur. J'entends par là un marchand civilisé. Voilà ce que devraient bien se mettre dans la tête les Russes ou simplement les paysans qui pensent : du moment qu'il fait du commerce, c'est qu'il sait le faire. C'est absolument faux. Il fait du commerce, mais de là au savoir-faire d'un marchand civilisé, il y a très loin. Il fait du commerce à la manière asiatique ; tandis que pour être un vrai marchand, il faut faire du commerce à l'européenne. Or, il en est éloigné de toute une époque.

Je termine : il faut accorder à la coopération une série de privilèges d'ordre économique, financier et bancaire ; c'est en cela que doit consister l'appui accordé par notre Etat socialiste au nouveau principe d'organisation de la population. Mais ce ne sont là que les lignes générales du problème ; car il reste encore à préciser et à décrire en détail le côté pratique, c'est-à-dire qu'il faudra encore déterminer les modalités des « primes » (ainsi que les conditions dans lesquelles elles seront attribuées) offertes à la coopération, et qui nous permettraient d'aider efficacement les coopératives, de former des coopérateurs civilisés. Or, le régime de coopérateurs civilisés, quand les moyens de production appartiennent à la société et que le prolétariat comme classe a triomphé de la bourgeoisie, c'est le régime socialiste.

Le 4 janvier 1923.

II

Chaque fois que j'ai traité de la nouvelle politique économique, j'ai cité mon article de 1918 sur le capitalisme d'Etat. Cela a suscité plus d'une fois des doutes dans l'esprit de certains jeunes camarades. Mais leurs doutes visaient surtout des questions abstraites d'ordre politique. Ils pensaient qu'on ne devait pas appeler capitalisme d'Etat un régime où les moyens de production appartiennent à la classe ouvrière, et où celle-ci détient le pouvoir de l'Etat. Mais ils n'ont pas remarqué que je me servais de ce terme, premièrement, pour indiquer la liaison historique entre notre position actuelle et ma position dans la polémique contre les communistes dits de gauche ; déjà à ce moment, j'ai montré que le capitalisme d'Etat serait supérieur au régime économique existant actuellement chez nous ; l'important pour moi était d'établir la filiation entre le capitalisme d'Etat ordinaire et le capitalisme d'Etat non ordinaire, et même extraordinaire, dont je parlais en exposant au lecteur la nouvelle politique

économique. Deuxièmement, ce qui m'a toujours préoccupé, c'était le but pratique. Or, le but pratique de notre nouvelle politique économique était d'accorder des concessions : celles-ci, dans nos conditions, allaient être évidemment une forme pure de capitalisme d'Etat. Voilà comment il faut entendre mes considérations sur ce sujet.

Mais il est encore un aspect du problème où nous pouvons avoir besoin de recourir au capitalisme d'Etat ou, du moins, à une confrontation avec lui. Je veux parler de la coopération.

Il est certain que dans un Etat capitaliste les coopératives sont des institutions capitalistes collectives. Il est également certain que dans notre situation économique actuelle, alors que nous joignons les entreprises capitalistes privées (uniquement sur la terre appartenant à la société, et sous le contrôle du pouvoir d'Etat appartenant à la classe ouvrière) aux entreprises de type socialiste proprement dit (les moyens de production appartiennent à l'Etat ; de même la terre où se trouve l'entreprise et toute l'entreprise dans son ensemble), — la question se pose d'un troisième type d'entreprises qui, au point de vue du principe, ne formaient pas auparavant une catégorie à part, à savoir : les coopératives. Sous le capitalisme privé, les coopératives se distinguent des entreprises capitalistes comme les entreprises collectives se distinguent de celles qui sont privées. Sous le capitalisme d'Etat, les coopératives se distinguent des entreprises capitalistes d'Etat, d'abord comme entreprises privées, ensuite comme entreprises collectives. Dans notre régime actuel, les coopératives se distinguent des entreprises capitalistes privées, comme entreprises collectives, mais elles ne se distinguent pas des entreprises socialistes, si la terre où elles sont établies et les moyens de production appartiennent à l'Etat, c'est-à-dire à la classe ouvrière.

Voilà un point dont on ne tient pas suffisamment compte chez nous lorsqu'on traite des coopératives. On oublie que grâce au caractère particulier de notre régime politique, les coopératives acquièrent chez nous une importance tout à fait exceptionnelle. Si l'on fait abstraction des concessions qui, soit dit à propos, n'ont pas pris chez nous un développement tant soit peu considérable, très souvent, dans nos conditions, la coopération coïncide entièrement avec le socialisme.

Je m'explique. En quoi les plans des anciens coopérateurs, à commencer par Robert Owen, sont-ils chimériques ? C'est qu'on rêvait de transformer pacifiquement la société moderne par le socialisme, sans tenir compte de ces questions essentielles que sont la lutte de classes, la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, le renversement de la domination de la classe des exploiteurs. Voilà pourquoi nous avons raison de dire que ce socialisme « coopératif » est une chose purement fantastique, romantique et même vulgaire, puisqu'on rêve de transformer les ennemis de classe en collaborateurs de classe, et la lutte de classes en une paix de classes (paix sociale, comme on dit), par le simple groupement de la population dans les coopératives.

Il est certain que du point de vue de la tâche majeure de notre époque, nous avions raison, car sans une lutte de classes pour le pouvoir politique dans l'Etat, il est impossible de réaliser le socialisme.

Mais voyez comme les choses ont changé maintenant que le pouvoir d'Etat appartient à la classe ouvrière, que le pouvoir politique des exploiteurs est renversé, et que tous les moyens de production (excepté ceux que l'Etat ouvrier accorde volontairement aux exploiteurs, à titre de concessions, pour un temps et à certaines conditions) se trouvent entre les mains de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, nous sommes en droit de dire que le simple développement de la coopération s'identifie pour nous (compte tenu de la « petite » exception signalée plus haut) avec celui du socialisme. Force nous est de reconnaître en même temps que tout notre point de vue sur le socialisme a radicalement changé. Ce changement radical consiste en ceci : autrefois nous faisions porter le centre de gravité, et nous devions le faire, sur la lutte politique, la révolution, la conquête du pouvoir, etc. Aujourd'hui, le centre de gravité se déplace : il porte sur le travail pacifique d'organisation « culturelle ». Je dirais bien que pour nous, le centre de gravité se déplace vers l'action éducative, n'étaient les relations

internationales, le devoir que nous avons de défendre notre position à l'échelle internationale. Mais si l'on fait abstraction de ce point pour se borner à nos rapports économiques intérieurs, il est bien vrai qu'à présent le centre de gravité de notre travail porte sur l'action éducative.

Deux tâches essentielles s'offrent à nous, qui font époque. C'est d'abord de refondre notre appareil administratif qui ne vaut absolument rien et que nous avons hérité entièrement du passé ; en cinq années de lutte, nous n'avons pas eu le temps de le modifier sérieusement, et nous ne pouvions le faire. Notre seconde tâche est d'engager une action culturelle pour la paysannerie. Or, ce travail parmi les paysans a pour objectif économique la coopération. Si nous pouvions les grouper tous dans des coopératives, nous nous tiendrions des deux pieds sur le terrain socialiste. Mais cette condition implique un tel degré de culture de la paysannerie (je dis bien de la paysannerie, puisqu'elle forme une masse immense), que cette organisation généralisée dans les coopératives est impossible sans une véritable révolution culturelle.

Nos adversaires nous ont dit maintes fois que nous entreprenions une œuvre insensée, en voulant implanter le socialisme dans un pays insuffisamment cultivé. Mais ils se sont trompés : nous n'avons pas commencé par où il aurait fallu le faire selon la théorie (des pédants de toute sorte) ; la révolution politique et sociale chez nous a précédé la révolution culturelle qui maintenant s'impose à nous.

Aujourd'hui, il suffit que nous accomplissions cette révolution culturelle pour devenir un pays pleinement socialiste. Mais elle présente pour nous des difficultés incroyables, d'ordre purement culturel (nous sommes illettrés), aussi bien que d'ordre matériel (car pour pouvoir devenir des hommes cultivés, il faut que les moyens matériels de la production aient acquis un certain développement, il faut posséder une certaine base matérielle).

Lénine

Le 6 janvier 1923.

---

* Publié dans la « Pravda » n°s 115 et 116 les 26 et 27 mai 1923 .

* Version électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié en 1948 aux Editions en langues étrangères, Moscou. et tirée de : http://www.communisme-bolchevisme.n...

Google Analytics

[Europe Solidaire Sans Frontières] - http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article16628
Français > Forums & mouvements > Sur : Biens communs & Environnement > Climat
XVIe Congrès de la QI
Mobilisation pour le climat et stratégie anticapitaliste
TANURO Daniel
25 février 2010

Rapport au 16e congrès de la Quatrième Internationale sur le projet de résolution « Le basculement climatique capitaliste et nos tâches »

Camarades,

Trois milliards d'êtres humains manquent de l'essentiel. La satisfaction de leurs besoins nécessite une

production accrue de biens matériels. Donc une consommation accrue d'énergie. Celle-ci, aujourd'hui, est à 80% d'origine fossile, et par conséquent source de gaz à effet de serre qui déséquilibrent le système climatique.

Or, nous ne pouvons plus nous permettre de déséquilibrer le climat. Nous ne sommes probablement plus très loin d'un « point de basculement » (tipping point) au-delà duquel des phénomènes incontrôlables et irréversibles à l'échelle humaine des temps risquent de s'engrener qui pourraient conduire à ce que l'humanité n'a jamais connu et que la planète n'a plus connu depuis 65 millions d'années : un monde sans glace. Un monde dans lequel le niveau des mers monterait de 80 mètres environ par rapport au présent.

La disparition totale des glaces n'est certes pas pour demain : le processus pourrait prendre jusqu'à mille ans. Mais l'engrenage pourrait se mettre en route dans vingt, trente ou quarante ans et entraîner une hausse du niveau des mers de plusieurs mètres avant la fin du siècle. Pour l'empêcher, il s'agit de réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre, donc de se passer complètement de combustibles fossiles en deux ou trois générations.

Se passer de charbon, de pétrole, de gaz naturel ? C'est possible : le potentiel technique des énergies renouvelables est suffisant pour prendre le relais. Mais en pratique, dans le laps de temps très court dont nous disposons, la transition énergétique n'est envisageable que si elle va de pair avec une importante réduction de la consommation d'énergie. Une réduction tellement importante qu'elle ne peut être acquise seulement par la hausse de l'efficience énergétique : une réduction de la production matérielle et du transport de matières est nécessaire.

Ceci suffit à comprendre et à faire comprendre que l'humanité est confrontée à un défi gigantesque. Un défi d'une nature totalement nouvelle, et qui dominera le 21e siècle. Un défi qui contribue à déterminer les conditions d'intervention des marxistes révolutionnaires et du mouvement ouvrier en général.

Ce double défi, le capitalisme ne peut pas le relever. Ni sur le plan social, ni sur le plan environnemental. Plus exactement : il ne peut pas le relever d'une manière qui soit acceptable pour l'humanité (je reviendrai plus loin sur ce que cela implique). La raison de cette incapacité est la même sur les deux plans : le capitalisme n'a pas pour but la production de valeurs d'usage pour la satisfaction de besoins humains finis, mais la production potentiellement infinie de valeur par des capitaux nombreux et concurrents, établis autour d'Etats rivaux.

Un capitalisme sans croissance est une contradiction dans les termes, disant Schumpeter. La dématérialisation relative de la production est certes une réalité, mais elle est plus que compensée par l'augmentation de la masse de marchandises produites.

Cette dynamique d'accumulation constitue la raison fondamentale pour laquelle le « capitalisme vert » est une illusion, au même titre que le « capitalisme social ». Il y a des capitaux verts, sans aucun doute, il y en a même de plus en plus, et ils génèrent de belles plus values. Mais ils ne remplacent pas les capitaux sales : ils s'ajoutent à ceux-ci, et les seconds, parce qu'ils dominent, déterminent les rythmes, les choix technologiques et les modalités d'introduction des premiers.
Le passé récent ne laisse aucun doute à ce sujet. Voyez Barack Obama : lors de la campagne présidentielle, il avait promis de faire payer les pollueurs pour soutenir massivement les énergies vertes (150 milliards de dollars en 10 ans) et aider les plus défavorisés à supporter le renchérissement de l'énergie. Cette politique était censée créer cinq millions d'emplois. Mais la crise des subprimes est passée par là et, de toutes ces intentions, il ne reste rien. Aux USA comme dans l'UE, les pollueurs

recevront les droits de polluer gratuitement, les vendront avec profit et les factureront aux consommateurs.

La politique climatique capitaliste renforce les capitalistes qui détruisent le climat. Ainsi s'exprime la force des lobbies patronaux de l'énergie fossile et des secteurs qui y sont liés, tels que l'automobile, la construction navale, l'aéronautique, la pétrochimie et d'autres. Ceci confirme l'analyse marxiste selon laquelle les monopoles ont la capacité de freiner la péréquation des taux de profit. Dans le cas des combustibles fossiles, cette capacité est d'autant plus forte qu'elle s'ancre dans la propriété des gisements, des mines etc., donc dans la rente foncière.

Le résultat s'étale sous nos yeux : dans tous les pays, les plans climat ne représentent même pas la moitié de ce qui serait nécessaire en termes de réduction des émissions de GES. De plus, ces plans creusent les inégalités sociales et s'accompagnent d'une fuite en avant dans des technologies dangereuses : l'énergie nucléaire, la production massive d'agrocarburants et la capture séquestration géologique du CO2 (censée rendre le charbon « propre »).
C'est dans ce cadre général qu'il faut voir la pantalonnade de Copenhague : la conférence ultra-médiatisée qui devait accoucher d'un nouveau traité international contraignant et ambitieux pour prendre le relais du Protocole de Kyoto s'est terminée en déroute : sans objectifs chiffrés, sans échéances, sans même une année de référence pour mesurer les réductions d'émissions.
D'ailleurs, Copenhague pourrait bien marquer un tournant vers une politique encore plus dangereuse que celle du Protocole. Par l'accord qu'ils ont conclu, en effet, les 25 grands pollueurs se sont largement soustraits à la pression scientifique du GIEC et au principe des responsabilités communes mais différenciées. C'est un accord de maquignons entre l'impérialisme et les nouvelles puissances capitalistes montantes, qui se sont partagé l'atmosphère sur le dos des peuples, des travailleurs et des pauvres du monde entier.

Il est fort à craindre que la Conférence de Cancun en décembre confirme ce tournant. Dans ce cas, sur base des actuels plans climat nationaux, on peut projeter un hausse de la température moyenne de surface comprise entre 3,2 et 4,9°C en 2100 (par rapport au 18e siècle).

Il faut se méfier d'un catastrophisme aux accents eschatologiques. Certains discours apocalyptiques, en effet , n'invoquent l'urgence que pour plaider les sacrifices et escamoter la responsabilité capitaliste. Mais il ne fait aucun doute qu'une hausse de température de 4°C entraînerait de véritables catastrophes sociales et écologiques.

Il s'agit ici de prendre l'exacte mesure de la menace. Ce n'est pas l'avenir de la planète qui est en jeu, ni la vie sur Terre, ni même la survie de l'espèce humaine. A part la chute d'un astéroïde, un accident nucléaire de grande ampleur est probablement la seule chose qui puisse menacer la survie de notre espèce. Le changement climatique, en tout cas, ne la menace pas. Mais il menace d'aggraver sérieusement les conditions d'existence des 3 milliards d'hommes et de femmes qui manquent déjà de l'essentiel. Et il menace la survie physique de quelques centaines de millions d'entre eux, celles et ceux qui sont le moins responsables du réchauffement.

Mike Davis, dans « Génocides tropicaux », a décrit en détail les horribles famines qui firent des dizaines de millions de victimes à la fin du 19e siècle. Ces famines étaient le résultat combiné d'un épisode El Nino exceptionnel et de la formation du marché mondial des produits agricoles. C'est à la répétition de tragédies de ce genre que nous devons nous attendre. A ceci près que le drame, cette fois, sera dû entièrement à la soif de profit du grand capital, en particulier des secteurs monopolistes basés sur les combustibles fossiles.

Ceci nous permet de préciser en quoi consiste l'incapacité du capitalisme de faire face au défi. « Il n'y a pas de situation sans issue pour le capitalisme », disait Lénine. En effet. Mais l'issue, cette fois, risque d'être particulièrement barbare.

Camarades,

Il est évident que la crise écologique et la crise sociale sont une seule et même crise : la crise du système capitaliste. L'expression « crise écologique » est trompeuse : ce n'est pas la nature qui est en crise, mais le rapport entre la société et la nature. Ce n'est pas le climat qui est en crise, et sa perturbation n'est pas due à « l'activité humaine » en général : elle est due à un certain mode de cette activité, historiquement déterminé, basé sur les combustibles fossiles. La crise écologique, en d'autres termes, n'est rien d 'autre qu'une manifestation de la profonde crise systémique du capitalisme.

Il est absolument évident que satisfaire le droit au développement et les besoins sociaux en général tout en réalisant les gigantesques réductions d'émission qui sont nécessaires dans les quarante ans n'est envisageable que si l'on adopte une perspective anticapitaliste radicale. Esther Vivas reviendra sur nos tâches politiques dans la seconde partie de ce rapport. Je me contenterai ici de citer les principales mesures qui s'imposent : supprimer les productions inutiles ou nuisibles ; planifier la transition vers un autre système énergétique ; implanter les sources renouvelables et développer l'efficience énergétique indépendamment des coûts (en fonction de la rationalité thermodynamique, pas du profit) ; transférer massivement et gratuitement les technologies propres aux peuples du Sud, via le secteur public des pays concernés ; mettre sur pied un fonds mondial pour l'adaptation aux effets du réchauffement dans les pays pauvres ; soutenir l'agriculture paysanne contre l'agrobusiness ; relocaliser une partie substantielle de la production, notamment agricole ; redistribuer les richesses en ponctionnant les revenus du capital ; réduire radicalement le temps de travail et les cadences, sans perte de salaire, avec embauche compensatoire ; exproprier les secteurs de l'énergie et du crédit….

On nous dit « c'est plus facile à dire qu'à faire. » Sans aucun doute, mais la première chose à faire… c'est de le dire. Et c'est ce que nous devons faire en premier lieu, en tant qu'Internationale : le dire. Cela ne nous isolera pas, au contraire. La lutte contre le changement climatique donne une crédibilité tout à fait considérable à l'alternative anticapitaliste. L'ampleur même du problème, sa globalité, son urgence, l'injustice monstrueuse des conséquences prévisibles : tout cela permet d'introduire par en-haut et en termes très simples la nécessité d'une rupture radicale avec la production généralisée de marchandises.
Vu l'énormité des enjeux, c'est beaucoup plus qu'un choix politique qui est posé : un choix de civilisation. A travers le danger climatique, le capitalisme nous offre une possibilité de réhabiliter le communisme pour ce qu'il est vraiment : un projet de civilisation digne de ce nom. Le projet d'une communauté humaine autogérant les ressources naturelles communes de façon rationnelle et prudente, pour permettre à toutes et tous de vivre bien - « bien vivir ». Face aux projets vaguement antilibéraux, la lutte contre les changements climatiques conforte notre choix d'une ligne clairement anticapitaliste, ainsi que notre refus de toute participation à des gouvernements de gestion du capitalisme.

Stratégiquement, la lutte pour le climat ne se distingue pas pour nous de la lutte générale des exploités et des opprimés. Elle ne peut être menée à bien que par ceux-ci : la classe ouvrière, les jeunes, les femmes, les pauvres, les petits paysans, les peuples indigènes. La classe ouvrière est appelée à y jouer un rôle majeur, car elle seule peut jeter les bases d'un autre mode de production dans lequel elle décidera ce qui est produit, comment, pourquoi, pour qui et en quelle quantité.

En même temps, c'est peu dire que le combat environnemental en général, climatique en particulier, est difficile à introduire dans le mouvement ouvrier. Cette difficulté résulte de la situation des travailleurs en tant que classe la plus exploitée, coupée de ses moyens de production, coupée en particulier de la nature comme moyen de production, et qui voit ces moyens de production appropriés par le capital se dresser face à elle comme des forces hostiles.

La conclusion qui en découle est que la possibilité d'écologiser la lutte de classe est fonction de la lutte de classe elle-même. Plus les travailleurs seront battus, atomisés, démoralisés, plus ils verront la défense du climat comme une menace, et plus la classe capitaliste sera en mesure d'utiliser effectivement la protection du climat comme un prétexte pour les attaquer davantage. Dans un tel contexte, la conscience écologique ne peut progresser que sous la forme aliénée du déchirement intime entre le consommateur convaincu de sa nécessaire sobriété et le producteur angoissé par la perte de son emploi.

A l'inverse, plus les travailleurs auront de succès dans leurs combats, plus ils gagneront de confiance en leur force, plus ils seront capables de prendre en charge la question écologique en y apportant collectivement, en tant que producteurs et que consommateurs de leur propre production, les solutions anticapitalistes indispensables.

Un meilleur rapport de forces des exploités et des opprimés est la condition nécessaire d'une solution anticapitaliste à la crise climatique, donc d'une solution tout court. Mais cette condition nécessaire n'est nullement suffisante, et ne permet pas de renvoyer à plus tard le combat pour l'environnement. En effet, outre son urgence, la question écologique possède un certain nombre de spécificités telles que la formation d'une conscience de classe anticapitaliste se heurte ici à des obstacles encore plus grands que dans d'autres domaines.

Il en découle trois conclusions :

Premièrement, l'importance de la construction d'un outil politique, un parti politique anticapitaliste capable de proposer des analyses de la double crise sociale et écologique. Rarement la nécessité d'un parti et d'une Internationale révolutionnaire comme intellectuel collectif aura été aussi flagrante ;

Deuxièmement, l'importance d'un programme de revendications permettant de lier concrètement les dimensions sociales et écologiques de la crise capitaliste. Le point clé ici est que la crise climatique, en donnant une actualité nouvelle à l'idée d'une alternative globale de société, réhabilite du même coup la notion du programme de transition capable de jeter un pont entre la situation actuelle et cette alternative globale ;

Troisièmement, l'importance des dialectiques sociales pour aider l'avant-garde ouvrière à jouer son rôle. Ce n'est pas par hasard que les paysans, les peuples indigènes et la jeunesse sont aux premières lignes dans la mobilisation sociale pour le climat. Les jeunes luttent pour leur avenir, contre une société monstrueuse dont les responsables savent ce qui est en cours mais laissent faire. Quant aux paysans et aux peuples indigènes, à la différence des travailleurs, ils ne sont pas coupés de leurs moyens de production, en particulier de la terre. Face à un système capitaliste qui les a condamnés à mort, ils ont compris que la lutte climatique fait partie de leur lutte d'ensemble et confère à celle-ci un formidable surcroît de légitimité. « Les paysans et les paysans peuvent refroidir la planète que l'agrobusiness réchauffe » disait un communiqué de Via Campesina un peu avant Copenhague. Les travailleurs aussi peuvent refroidir la planète. En produisant pour les besoins, pas pour le profit, en réduisant radicalement le temps de travail, etc. La convergence des mouvements sociaux peut les aider à prendre

conscience de la force énorme qu'ils représentent. De là notamment l'importance de la conférence de Cochabamba convoquée par Evo Morales.

Camarades,

En adoptant ce projet de résolution, la Quatrième Internationale se dira écosocialiste.

Certains refusent cette étiquette en disant : « à quoi bon, le socialisme suffit ». Parmi les adversaires de l'écosocialisme, il y a ceux pour qui rien n'a changé, qui refusent que le pur schéma de la Révolution d'Octobre soit pollué par la question écologique. Ils ne sont pas, que je sache, présents dans nos rangs. Par ailleurs, il y a des camarades qui, tout en admettant la nouveauté radicale de la combinaison du social et de l'écologique, considèrent l'écosocialisme comme une concession inutile à l'écologie politique. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

On peut discuter longuement l'existence ou non d'une écologie de Marx. Personnellement, je crois Marx beaucoup plus écolo que nous ne l'avons dit. Mais l'essentiel n'est pas là.

L'essentiel est que tous les courants marxistes ont raté la question écologique, que certains continuent à la rater et que tous gardent des difficultés à y répondre de façon convaincante.

Se dire écosocialistes, c'est d'abord une manière de dire « nous avons compris » ou, à tout le moins, « nous savons que nous devons comprendre quelque chose que nous n'avons pas compris ». C'est une nouvelle étiquette sur la bouteille, un peu comme la nouvelle chemise que Lénine recommandait d'enfiler. Une nouvelle étiquette peut être utile.

Mais l'écosocialisme est plus beaucoup qu'une étiquette. Quoique le concept soit encore en chantier, on peut indiquer une série de points sur lesquels il se différencie substantiellement du socialisme tel que des générations de militants l'ont conçu, et tel que notre courant l'a conçu.

Le point de départ est que stabiliser le climat implique un autre système énergétique. Pas seulement d'autres technologies pour produire du courant, de la chaleur ou du mouvement, mais aussi une autre agriculture, une autre rationalité et une autre organisation spatiale. La construction de ce système nouveau sera forcément une tâche de longue haleine, nécessitant la destruction de l'appareil productif capitaliste. La prise du pouvoir politique n'est que le point de départ de ce bouleversement.

Le nouveau système énergétique à construire implique nécessairement la décentralisation de la production de courant - condition nécessaire notamment à l'utilisation rationnelle de la chaleur - et la relocalisation d'une part la production. Décentralisation et relocalisation sont parfaitement compatibles avec le projet d'un socialisme mondial, et indispensables à son autogestion démocratique. Cependant, il est peu contestable que ces deux préoccupations ne surgissent pas spontanément de notre tradition programmatique, qui insiste plutôt sur la planification mondiale de la production et des échanges.

Une autre problématique nouvelle concerne l'importance du travail vivant. Notre programme fait une large place à la nécessité d'investir du travail vivant dans les services tels que les soins aux personnes, l'enseignement, la santé, etc. Cette problématique ne nous est donc pas étrangère. Mais, pour tous les autres secteurs, nous nous en remettons à l'idée que les machines et les robots permettront de libérer au maximum les producteurs de la charge du travail physique. Cette idée doit être remise en cause, car les soins aux écosystèmes nécessitent une intelligence et une sensibilité qui ne peuvent être apportés que par le travail humain. C'est particulièrement évident dans le cas de l'agriculture : pour « refroidir la

Terre », comme dit Via Campesina, il faut remplacer l'agrobusiness par une agriculture organique paysanne ou coopérative. Cela passe forcément par un plus grand investissement en travail humain (ce qui ne signifie ni le retour à la houe ni la fin du progrès, mais une autre forme de progrès).

Enfin, la conception même de la nature mérité d'être réexaminée. Dans le contexte de la crise écologique capitaliste, en effet, le marxisme ne peut plus se contenter de voir la nature du seul point de vue de la production, c'est-à-dire comme un stock de ressources, une plateforme de travail et une décharge pour les déchets. Nous devons apprendre à voir la nature aussi du point de vue de la nature elle-même, du point de vue des grands échanges de matière et des conditions de fonctionnement des écosystèmes, qui déterminent en dernière instance les conditions de vie de l'humanité. Il y a de précieuses indications à ce sujet chez Marx, il s'agit de s'en saisir et de les développer.

Sur tous ces points, la résolution ne fait qu'ouvrir un chantier théorique sur lequel l'Internationale devra revenir. Mais il est important de faire signe dès maintenant, de montrer que nous sommes en mouvement. A Copenhague, en décembre, une brèche s'est ouverte. Pour la première fois, une mobilisation de masse sur les questions environnementales globales a pris le caractère d'une lutte sociale contre le système en place : « Change the system, not the climate », « Planet not profit ». Ce mouvement internationaliste va s'amplifier. Il nous offre des potentialités considérables. Une tendance anticapitaliste ne nous a pas attendus pour s'y développer. Nous devons la renforcer.
Daniel Tanuro, le 25/2/2010